

rectement intéressées échangeraient des avis sur les conséquences de la requête égyptienne. Lors de la réunion du Comité consultatif du 17 mai 1967, U Thant acceptait d'en appeler au gouvernement égyptien pour que ce dernier revienne sur sa décision.

Le lendemain, soit le 18 mai, les Nations Unies étaient placées devant un fait accompli du gouvernement égyptien. Non seulement étaient-elles officiellement mises en demeure de retirer la FUNU du territoire de la RAU et de l'enclave de Gaza, mais le Secrétaire général informait aussi le Comité consultatif que les troupes de la RAU occupaient déjà les positions où les casques bleus de la FUNU étaient censés servir de barrière entre les Égyptiens et les forces israéliennes. Le Secrétaire général, en réponse à la demande formelle de l'ambassadeur égyptien, lui avait déjà fait savoir que «puisque le consentement de son gouvernement était retiré, la Force sera retirée».

U Thant avait également appris à l'Ambassadeur que «cette mesure l'inquiétait sérieusement étant donné les graves répercussions qu'elle pouvait avoir sur la paix dans la région». Il indiquait aussi au Comité qu'il en ferait rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité.

Certains commentateurs ont critiqué le Comité consultatif de n'avoir pas choisi de porter la question à l'attention de l'Assemblée générale, alors en session «spéciale», ou du Conseil de sécurité. Mais le Secrétaire général ayant indiqué au Comité qu'il se chargeait d'en informer l'Assemblée et le Conseil, il aurait été surrogatoire que les membres du Comité le fassent et l'on aurait interprété cela comme un manque de confiance en U Thant.

J'ai insisté sur la gravité de la situation *de facto* et sur le besoin urgent de poursuivre la discussion avec le gouvernement de la RAU. J'ai fait valoir, selon les instructions reçues, que je ne mettais pas en question «l'argument que le pays hôte peut revenir sur sa décision concernant la présence de la Force et en faire part aux Nations Unies ou aux membres fournissant des contingents, par l'intermédiaire du Secrétaire général» mais, comme l'avait dit U Thant, les répercussions «sur la paix et la sécurité de la région» étaient si graves qu'en fin de compte on en tiendrait responsables les Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. En outre, j'ai signalé les périls auxquels on s'exposerait si le contrôle de Charm el-Cheikh était cédé volontairement ou involontairement aux forces de la RAU et j'ai de nouveau exhorté le Secrétaire général à un échange

de consultations immédiates, surtout avec le gouvernement égyptien, pour qu'il l'engage vivement «à considérer les répercussions de ce qu'il nous (les Nations Unies) demande de faire».

J'ai été appuyé dans ce cas par les ambassadeurs du Brésil, de la Norvège et du Danemark. Les représentants de l'Inde, du Pakistan et de la Yougoslavie, dont les forces faisaient alors patrouille (tandis que le Canada fournissait le soutien administratif et logistique) étaient d'avis que les mises en demeure de Nasser devaient être acceptées inconditionnellement par le Secrétaire général. A cet égard, ils ont été appuyés par les conseillers de U Thant.

U Thant, pour sa part, a agi de bonne foi; il a fait rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, tentant naturellement de concilier les divergences entre les gouvernements en cause. Il s'est employé, hélas sans succès, à arrêter la dérive vers la guerre; ces efforts sont relatés dans les archives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. En outre, Andrew Boyd, rédacteur adjoint de *The Economist*, a vu se dérouler ces événements de la tribune des journalistes du Conseil de sécurité et il les a fidèlement décrits dans son livre *Fifteen Men on a Powder Keg*, publié par Methuen en 1971.

Dérive vers la guerre

Étant l'un des infortunés en mauvaise posture sur le «tonneau de poudre», j'ai essayé de persuader le Conseil de sécurité qu'il lui appartenait d'abord d'arrêter la dérive. Le Secrétaire général était parti pour Le Caire afin de persuader Nasser d'accepter au moins une importante Force d'observateurs pour remplacer la FUNU sur la frontière israélo-égyptienne. Mais pendant que U Thant était en route pour Le Caire, la radio cairote diffusait déjà une proclamation belliqueuse de Nasser à l'intention de ses troupes dans le Sinaï, où il prétendait qu'une campagne mondiale avait commencé, menée par «les États-Unis d'Amérique, la Grande-Bretagne et le Canada, pour refuser le retrait des casques bleus de l'Égypte. Nous pensons donc disait-il, qu'on essaie de transformer la FUNU en une force servant le néo-impérialisme.» Comme le relatait Andrew Boyd dans *Fifteen Men on a Powder Keg*, (pp. 199 et 200): «Les mots vraiment funestes ne vinrent que peu après dans le discours de Nasser diffusé le 22 mai; il y annonçait que l'Égypte allait immédiatement couper le commerce d'Israël par un blocus de son port d'Elath sur le golfe d'Akaba, utilisant à cette fin la position clé de Charm el-Cheikh à l'échancrure étroite du golfe. En annonçant le blocus d'Akaba, il était pra-